



28/02/2025

NEGOCIATIONS RCC + AC LE BILAN

Les négociations sont terminées, la Direction a soumis aux Organisations Syndicales Représentatives (CFDT, CFE-CGC et CGT) les 2 projets d'accord, dont voici les grandes lignes. Le premier porte sur une réduction des effectifs via une Rupture Conventionnelle Collective, le second sur « La mise en œuvre de mesures de soutien à une croissance dynamique de la société ». La Direction impose que ces 2 projets d'accords soient liés et ne puissent être signés l'un sans l'autre.

RÉMUNÉRATION

- Augmentation générale uniforme de **30** € pour tous les « non cadres » à partir de juillet 2025.
- Budget de 0,5% de la masse salariale dédié aux promotions, notamment (mais pas uniquement) lorsqu'une mise au SMH est nécessaire. Ce budget concerne davantage les cadres, qui ont plus souvent besoin d'une mise au SMH lors d'une promotion.
- Une Prime de Partage de la Valeur (PPV), d'un montant compris entre 750€ et 950€ selon le salaire, versée en juin, avant les congés. Le plancher de 750€ concernerait les salaires inférieurs à 4167€ brut mensuel, et le plafond de 950€ concernerait les salaires supérieurs à 5278€ brut mensuel. Cette prime est imposable, mais exonérée de cotisations sociales sauf CSG / RDS (9,7%). Possibilité de la placer au PEG ou au PERCOL (blocage 5 ans, exonérée d'impôts).
- Sursalaire pendant les missions de durée inférieure à 3 mois (hors campagne de tir et d'essai):
 - ⇒ « Non cadres » : +30% dès le premier jour incluant une nuit à l'hôtel (inchangé);
 - ⇒ Cadres : +10% pour les déplacements d'une durée supérieure ou égale à 3 jours, voyage compris (au lieu de +15% précédemment);
 - ⇒ II s'agit désormais d'un accord d'entreprise, et non d'une décision unilatérale de l'employeur, ce qui est un gage de pérennité.

EMPLOI

- Le nombre de suppressions d'emplois liées au plan Proton diminue de 531 à **491**.
- 97 départs sont déjà actés, sur des postes supprimés -> Reste 394 suppressions d'emplois à réaliser (325 à Toulouse et 69 à Elancourt) dans le cadre de la Rupture Conventionnelle Collective.
- Le principe de la RCC est celui du « double volontariat » : même si le nombre de volontaires au départ est insuffisant pour atteindre 394 suppressions d'emplois, il n'y aura aucun licenciement économique.
- Le plan se termine le 30 juin 2026 ; la Direction s'engage à ne pas ouvrir de nouvelle procédure sociale de réduction des effectifs avant le 1^{er} janvier 2027 ; compte tenu de la durée d'un processus social, aucun licenciement économique ne pourra avoir lieu avant le second semestre 2027.
- Engagement de 100 embauches en France sur des compétences clés (par exemple, spécialistes sécurité sur programmes défense, développement IA, compétences de niche ex photonique...). Ces postes seront également ouverts en interne.

RCC: SYNTHESE DES DIFFÉRENTS PARCOURS

- Volontariat uniquement.
- Tous les départs devront être effectifs avant le 30 juin 2026; pour les départs en retraite incluant un CET Long Terme, départ physique avant le 30 juin 2026, fin du contrat de travail à la fin du CET Long Terme, au plus tard le 30 juin 2028.
- Mobilité interne : ouverture au dispositif de mobilité Groupe sans obligation d'avoir passé 24 mois dans le poste précédent, et avec possibilité de formation complémentaire.
- Mobilité externe :
 - Versement d'une indemnité de rupture égale à l'indemnité conventionnelle de licenciement aux salariés justifiant d'un projet de mobilité externe : embauche externe, création ou développement d'une entreprise, formation qualifiante;
 - ⇒ Diverses aides à la création d'entreprise;
 - ⇒ Aide au financement d'une formation qualifiante.
- Départ en retraite : versement d'une indemnité de rupture égale à l'indemnité légale de licenciement (*) ; obligation de liquider sa retraite dès la fin du contrat de travail avec Airbus DS, même si le salarié n'a pas atteint le taux plein.
- Dans tous les cas, l'indemnité de rupture est exonérée d'impôts et de cotisations sociales (sauf changement de législation).

(*) ou Indemnité de Départ en Retraite + 1 mois de salaire si plus favorable

COMPÉTITIVITÉ

- Des groupes de travail seront créés sur les sujets suivants :
 - ⇒ Optimisation des espaces de travail;
 - ⇒ Simplification de l'environnement numérique et optimisation des outils de travail;
 - ⇒ Amélioration des processus et optimisation des méthodes de travail.
- Groupe de travail paritaire : représentants de la Direction, service(s) concerné(s) et représentants des Organisations Syndicales.
- Possibilité de réaliser des "focus groupe" avec des salariés de services concernés, afin de remonter des idées pertinentes.

ET S'IL N'Y A PAS D'ACCORDS?

- Politique salariale 2025 : décision unilatérale de la Direction réduite à 0.3% pour les promotions et pas de PPV.
- La Direction engagera une démarche unilatérale de réduction des effectifs via un PSE, avec risque de licenciements économiques s'il n'y a pas assez de volontaires au départ.
- On reviendra à 531 postes supprimés (dont 97 suppressions déjà réalisées à ce jour), sans engagement d'embauches.
- Les mesures d'accompagnement au départ seront renégociées, avec peu d'espoir d'obtenir mieux.

La CFDT va consulter ses adhérents pour décider de la signature ou non de ces 2 accords

De nouvelles règles viennent restreindre la communication syndicale sur l'intranet Airbus.

Pour accéder aux nouveaux tracts CFDT sur intranet vous devez au préalable rejoindre ce Google groupe:

DL-info-CFDT-ADS

(A faire seulement une fois pour toutes. C'est confidentiel et sans engagement)